# Entraide judiciaire et extradition

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

## Le Mutual Assistance in Criminal Matters Act 2000

Le Mutual Assistance in Criminal Matters Act 2000 (MACMA) est la principale loi régissant la coopération avec les procureurs étrangers. Son intitulé complet définit son objet comme la facilitation de « la fourniture et l'obtention d'une assistance internationale en matière pénale ». L'Attorney-General est l'autorité centrale dans les deux sens : les demandes émanant de Singapour « ne peuvent être présentées que par l'Attorney-General », tandis que toute demande d'un pays étranger doit lui être adressée.[1]

La loi distingue deux groupes de pays. Certaines formes d'assistance, comme l'obtention de preuves, sont ouvertes à tout pays étranger. D'autres, notamment les ordonnances de production, les perquisitions et saisies et l'exécution des décisions de confiscation, sont réservées aux pays étrangers « désignés » (prescribed), que le ministre peut désigner lorsqu'un traité, un protocole d'accord ou un autre accord d'entraide est en vigueur. Un pays non désigné peut néanmoins bénéficier de certaines formes d'assistance s'il s'engage à donner suite à une future demande réciproque de Singapour.[2] Cette structure reflète l'importance que Singapour attache à la réciprocité, un thème récurrent de sa diplomatie réglementaire.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

## Motifs de refus et double incrimination

L'Attorney-General doit refuser une demande dans une série de cas énumérés à la section 20(1). Il s'agit notamment des infractions « à caractère politique », des infractions purement militaires, des demandes visant à porter préjudice à une personne en raison de sa race, de sa religion, de son sexe, de son origine ethnique, de sa nationalité ou de ses opinions politiques, des cas dans lesquels la personne a déjà été condamnée, acquittée ou graciée pour les mêmes faits, des infractions « d'une gravité insuffisante » et de l'assistance qui serait « contraire à l'intérêt public ». Il peut aussi refuser lorsque l'assistance imposerait une « charge excessive » aux ressources de Singapour ou compromettrait la sécurité d'une personne.[3]

Pour les formes d'assistance coercitives, la double incrimination s'applique. Une demande d'ordonnance de production, de mandat de perquisition ou d'exécution d'une décision de confiscation doit être refusée lorsque les faits « n'auraient pas constitué une infraction singapourienne » s'ils s'étaient produits à Singapour. Les sous-sections (4) et (5) contiennent des règles spécifiques pour les infractions de fraude fiscale étrangères.[4] Ces dispositions font partie des réformes par lesquelles Singapour a érigé les infractions fiscales graves en infractions préalables au blanchiment d'argent et a ouvert son système bancaire aux autorités fiscales étrangères, une évolution que retrace le chapitre II de la partie E.

## Ordonnances de production et protection des preuves

Les ordonnances de production montrent comment la loi protège à la fois l'enquête étrangère et les personnes concernées. Un pays étranger désigné peut demander une ordonnance enjoignant à une personne se trouvant à Singapour de produire un objet pour une affaire pénale à l'étranger. Lorsqu'une institution financière est concernée, la requête est portée devant la General Division de la High Court. Le tribunal doit être convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de soupçonner qu'une personne déterminée a commis une infraction étrangère ou en a tiré profit, que l'objet est susceptible d'être « d'une valeur substantielle » pour l'affaire étrangère et n'est pas couvert par le secret professionnel de l'avocat, et que la production n'est

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

pas contraire à l'intérêt public. Le défaut d'obtempérer sans excuse raisonnable, ou la production d'éléments substantiellement faux ou trompeurs, est puni d'une amende de 10 000 S$ au plus ou d'un emprisonnement de deux ans au plus.[5]

Le pays étranger qui reçoit des documents doit s'engager à en limiter l'usage au but indiqué et à les restituer ou à en disposer sur demande. À défaut d'un tel engagement, la demande doit être refusée.[6] Pour les banques, ces règles signifient que les documents des clients ne quittent Singapour qu'après une décision judiciaire. Le client n'est généralement pas averti à l'avance, mais l'ordonnance repose sur des constatations que le tribunal a consignées au dossier.

## L'Extradition Act 1968

L'extradition est régie par l'Extradition Act 1968, qui date des premières années de l'indépendance. Une infraction donnant lieu à extradition doit être passible « d'une peine maximale d'emprisonnement d'au moins 2 ans ou de toute peine plus sévère ». La loi ne s'applique à un État étranger que lorsque le ministre l'ordonne par une notification publiée dans la Gazette, ce qui suppose en pratique un traité. Tout fugitif provenant d'un tel État peut alors être arrêté et remis, sous réserve des conditions de la loi et du traité.[7]

Les restrictions classiques s'appliquent. Nul ne peut être remis pour une infraction « à caractère politique », et la remise suppose que le droit de l'État requérant ou un traité empêche que la personne soit jugée pour d'autres infractions commises avant sa remise : c'est la règle de la spécialité. Des parties distinctes traitent des territoires du Commonwealth désignés et de la Malaisie. Un mandat malaisien dûment authentifié peut être visé par un magistrat (Magistrate) et exécuté à Singapour, le magistrat pouvant toutefois refuser ou différer la remise lorsqu'elle serait injuste ou oppressive.[8] Le visa des mandats est un héritage de l'histoire juridique commune de Singapour et de la Malaisie, que décrit la partie C.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

## Les traités et leurs lacunes

Le réseau de traités d'extradition de Singapour est plus restreint que celui des grandes places financières européennes. Pendant de nombreuses années, l'absence de traité avec l'Indonésie a été source de tensions, car des hommes d'affaires indonésiens accusés de corruption ou de fraude bancaire après la crise financière asiatique auraient trouvé refuge à Singapour. Un traité d'extradition a finalement été signé lors de la retraite des dirigeants (leaders' retreat) de janvier 2022, en même temps qu'un accord de coopération en matière de défense.[9] Il est depuis entré en vigueur.[10] Le chapitre IV de la partie I revient sur les relations avec les deux proches voisins.

En l'absence de traité d'extradition, l'entraide judiciaire et l'expulsion comblent une partie de la lacune. Dans l'affaire de blanchiment de 2023, les ressortissants étrangers condamnés ont été expulsés vers le Cambodge, le Japon et le Royaume-Uni entre mai et juillet 2024, après avoir purgé leur peine.[11] L'expulsion est une mesure administrative dépourvue des garanties de l'extradition. Elle n'assure pas que la personne soit jugée pour les infractions commises ailleurs.

## La coopération entre autorités de surveillance et cellules de renseignement

L'entraide judiciaire formelle n'est qu'un canal parmi d'autres. Le Suspicious Transaction Reporting Office, la cellule de renseignement financier de Singapour instituée par la section 5 du CDSA (Corruption, Drug Trafficking and Other Serious Crimes (Confiscation of Benefits) Act), peut transmettre des informations à une autorité homologue étrangère lorsqu'elles peuvent être utiles à une enquête portant sur une infraction grave étrangère. Les conditions comprennent un arrangement avec cette autorité et des engagements de confidentialité et d'usage, notamment l'engagement de ne pas utiliser les informations comme moyen de preuve.[12] Le renseignement financier peut donc circuler rapidement, tandis que les preuves destinées au tribunal doivent toujours emprunter le canal plus lent d'une demande formelle.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

La coopération prudentielle constitue un troisième canal. Lorsque la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) a ordonné à BSI Bank de fermer ses activités à Singapour le 24 mai 2016, premier retrait d'un statut de banque d'affaires (merchant bank) depuis 1984, elle a annoncé des sanctions pécuniaires de 13,3 millions de S$ pour 41 violations de la MAS Notice 1014. Elle a renvoyé six membres de la direction et du personnel de la banque devant le Public Prosecutor (ministère public) et a déclaré « travailler en étroite collaboration avec l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) » en vue d'une fermeture ordonnée.[13] Une mesure prudentielle, un renvoi pénal et la coordination avec l'autorité de surveillance du pays d'origine d'une banque suisse ont ainsi formé un ensemble, selon le schéma que la partie E examine plus en détail.

## Notes

1. Mutual Assistance in Criminal Matters Act 2000, long title, sections 7 et 19(1) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026). ↩
2. MACMA, sections 16(1), 16(2)(b) et 17(1) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026). ↩
3. MACMA, section 20(1) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026) ; MACMA, section 20(2) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026). ↩
4. MACMA, section 20(3) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026) ; MACMA, section 20(4) et (5) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026). ↩
5. MACMA, section 22(1), (2) et (4) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026) ; MACMA, section 25 (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026). ↩
6. MACMA, section 20(2A) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026). ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

7. Extradition Act 1968, section 2(1), définition de « extradition offence » (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026) ; Extradition Act 1968, sections 4(1) et 7(1) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026). ↩
8. Extradition Act 1968, sections 8(1) et 8(2)(c) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026) ; Extradition Act 1968, Part 5 (sections 27–30, territoires du Commonwealth) et Part 6 (sections 32–39, Malaisie), en particulier sections 33(1) et 36 (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026). ↩
9. Wikipedia, « Indonesia–Singapore relations » (consulté en novembre 2026) : traité d'extradition signé lors de la « 5th Singapore–Indonesia Leader's Retreat » en janvier 2022, en vertu duquel les deux pays « will grant extradition for a comprehensive list of extraditable offences » ; accord de coopération en matière de défense signé lors de la même retraite. ↩
10. Entrée en vigueur du traité d'extradition entre Singapour et l'Indonésie en mars 2024 et application rétroactive aux infractions commises jusqu'à 18 ans auparavant. ↩
11. Wikipedia, « 2023 Singapore money laundering case » (consulté en novembre 2026) : expulsion de Wang Baosen et Su Wenqiang vers le Cambodge le 6 mai 2024, de Su Haijin et Su Baolin vers le Cambodge et de Vang Shuiming vers le Japon le 1er juin 2024, de Zhang Ruijin, Chen Qingyuan et Lin Baoying vers le Cambodge le 15 juin 2024, de Wang Dehai vers le Royaume-Uni le 6 juillet 2024 et de Su Jianfeng vers le Cambodge le 26 juillet 2024. ↩
12. CDSA, sections 5(1) et 48 (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026). ↩
13. MAS, « MAS directs BSI Bank to shut down in Singapore », communiqué de presse, 24 mai 2016, mas.gov.sg. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

## Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com